



## L'emploi dans les services marchands hors intérim décroche en Bourgogne-Franche-Comté depuis les années 2000

**E**n Bourgogne-Franche-Comté l'emploi dans les services marchands hors intérim augmente plus faiblement qu'en moyenne en France de province entre 2003 et 2015. Le décrochage de l'emploi régional dans ce secteur s'effectue en plusieurs phases avec une rupture marquée après la crise de 2008. Le dynamisme de l'emploi dans les services marchands hors intérim est lié aux spécificités structurelles de ce secteur. Ainsi, dans la région, les services principalement dédiés aux entreprises sont le principal, sinon le seul secteur contributeur à la croissance de l'emploi dans les services marchands hors intérim.

L'emploi dans les services marchands hors intérim a évolué différemment selon les départements. Tandis qu'il a regressé entre 2003 et 2015 dans l'Yonne, la Haute-Saône et la Nièvre, il a augmenté dans les autres départements. En Côte-d'Or, cette hausse dépasse légèrement la moyenne de Province.

Stéphane Adrover, Marie Léger, Émilie Vivas, Insee Bourgogne-Franche-Comté

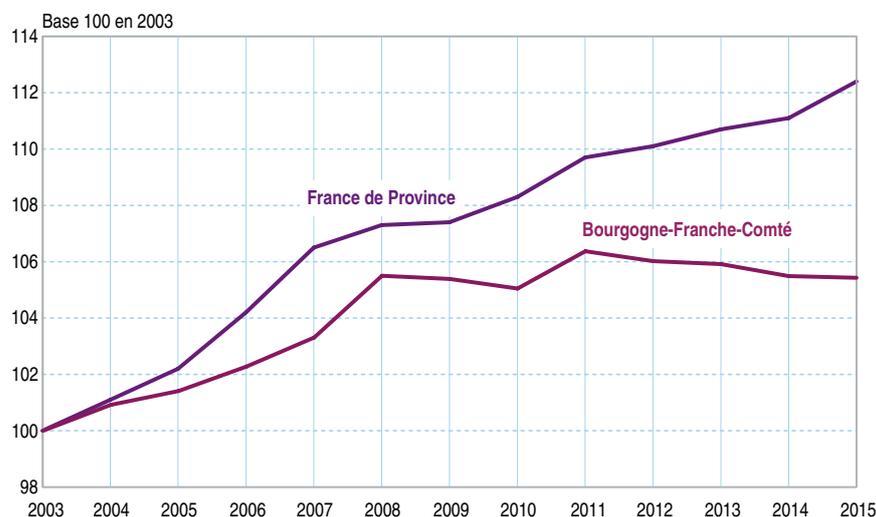
En Bourgogne-Franche-Comté, 214 000 salariés travaillent dans les services marchands hors intérim (SMHI) fin 2015. Les services marchands comprennent les services principalement dédiés aux entreprises (activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien), le transport et l'entreposage, l'hébergement et la restauration, les activités financières et d'assurance, les activités immobilières, l'information et la communication et les autres services (divers services aux particuliers, activités récréatives et culturelles).

Les services marchands sont au cœur du développement de l'économie et de l'emploi depuis plusieurs décennies. La Bourgogne-Franche-Comté s'est inscrite dans ce mouvement jusqu'au début des années 2000 mais son effet s'est atténué dans la région depuis. Les services marchands y sont en 2015 moins développés qu'en moyenne en France de province (36,1 % des emplois contre 42,6 %). Ce phénomène fragilise le tissu

économique du territoire, pénalisant l'évolution de l'emploi et la croissance des entreprises, tant la présence des services est un facteur d'attractivité et de compétitivité des entreprises.

Entre 2003 et 2015, la croissance de l'emploi dans les SMHI (+ 5,4 %) est beaucoup moins élevée qu'en moyenne en France de province (+ 12,5 %). L'emploi dans ce secteur décroche également dans

### 1 Évolution de l'emploi dans les services marchands hors intérim de 2003 à 2015



Source : Estimations d'emploi localisées

## 2 Part et évolution de l'emploi dans les services marchands hors intérim

	Nombre d'emplois en Bourgogne-Franche-Comté		Évolution (%) 2003-2015		Part dans les SMHI (%) en 2015	
	2003	2015	Bourgogne-Franche-Comté	France de province	Bourgogne-Franche-Comté	France de province
Transports et entreposage	55 535	51 503	- 7,3	- 3,3	24,1	20,1
Hébergement et restauration	29 460	30 127	+ 2,3	+ 17,7	14,1	14,7
Information et communication	9 874	8 190	- 17,1	+ 17,2	3,8	6,9
Activités financières et d'assurance	22 819	23 314	+ 2,2	+ 12,5	10,9	10,8
Activités immobilières	6 801	6 950	+ 2,2	+ 8,0	3,3	3,2
Services aux entreprises*	51 665	64 361	+ 24,6	+ 23,1	30,1	32,2
Autre services**	26 513	29 220	+ 10,2	+ 9,6	13,7	12,2
<b>Total Services marchands hors intérim</b>	<b>202 667</b>	<b>213 665</b>	<b>+ 5,4</b>	<b>+ 12,5</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

\* : activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien

\*\* : divers services aux particuliers, les activités récréatives et culturelles

Source : Insee, Estimations d'emploi localisées

d'autres régions comme la Normandie, la région Grand Est et le Centre-Val de Loire. À l'inverse, des régions comme la Corse, la Bretagne, les Pays de la Loire ou le Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, ont une croissance de l'emploi dans les services marchands hors intérim plus dynamique qu'au niveau national. Situées sur le littoral ouest ou au sud, elles conjuguent à la fois attractivité démographique et croissance économique.

En Bourgogne-Franche-Comté, le décrochage de l'emploi dans ce secteur par rapport à l'évolution moyenne de France de province s'amorce à partir des années 2000, dans une économie régionale marquée par une faible croissance du PIB et de l'emploi dans l'ensemble des secteurs. Ce décrochage se déroule en plusieurs phases. Jusqu'à la crise économique, l'emploi dans les services marchands hors intérim augmente moins rapidement qu'en moyenne en Province. Pendant la crise de 2009, il recule dans la région et reste stable en France de province (figure 1). Tandis que l'emploi du secteur progresse de nouveau à partir de 2010 au niveau national, il continue de reculer dans la région malgré une courte embellie en 2011. Au final, en Bourgogne-Franche-Comté, il existe une rupture de la dynamique de l'emploi dans les services marchands hors intérim à partir de 2008. Ce phénomène s'observe également à l'échelle de la plupart des départements de la région.

### Les services principalement dédiés aux entreprises, principal moteur de l'emploi

Dans l'ensemble des régions françaises, ce sont les services principalement dédiés aux entreprises qui dynamisent l'emploi dans l'ensemble des services marchands hors intérim.

Avec près d'un tiers des emplois des services marchands hors intérim en 2015, ils représentent l'employeur le plus important de ce secteur.

En Bourgogne-Franche-Comté les services principalement dédiés aux entreprises sont le principal, sinon le seul contributeur à la croissance de l'emploi alors que les régions dont l'emploi est le plus dynamique connaissent également une progression de l'emploi dans d'autres secteurs. En 2003 dans la région, les emplois des services principalement dédiés aux entreprises sont sous-représentés avec 25,5 % des emplois des SMHI dans la région contre 29,7 % en moyenne en France de province. Le développement de ces services est fortement lié à la pratique d'externalisation des grandes entreprises industrielles (nettoyage, maintenance etc.) qui concentrent leurs ressources sur leur activité essentielle, ne conservant que des fonctions stratégiques dans des établissements spécialisés tels que des centres de recherche. Entre 2003 et 2015, 12 700 emplois de services principalement dédiés aux entreprises ont été créés en net en Bourgogne-Franche-Comté, soit une hausse de 24,6 % supérieure d'un point et demi à la moyenne de France de province (figure 2). Cette croissance régionale a été plus dynamique avant 2008 puis a ralenti. Par ailleurs, les divers services aux particuliers, les activités récréatives et culturelles soutiennent la croissance de l'emploi dans les SMHI en Bourgogne-Franche-Comté, comme en France de province.

En Bourgogne-Franche-Comté, comme dans la plupart des régions, l'emploi diminue dans les transports et l'entreposage. Cette baisse est nettement plus marquée dans la région qu'en moyenne de Province (- 7,3 % contre - 3,3 % entre 2003 et 2015). L'essentiel des pertes se font dans les activités de courrier suite aux restructurations de la Poste depuis les années 2000. L'emploi se replie également dans les transports ferroviaires en début de période. Le

transport routier de marchandises, qui représente 30 % de l'emploi du secteur, baisse à partir de 2008 avec le développement de la concurrence suite à l'élargissement successif de l'Union européenne à l'est. Une seule activité au sein des transports se développe : le transport routier de voyageurs.

Contrairement à ce que l'on observe dans les régions les plus dynamiques, l'hébergement et la restauration, les activités financières ou d'assurances ne soutiennent pas la croissance de l'emploi dans les services marchands hors intérim en Bourgogne-Franche-Comté. L'emploi dans l'information et la communication baisse fortement sur l'ensemble de la période, en particulier après 2008, tandis qu'il augmente en moyenne au niveau national. D'une part, l'essor important au niveau national des activités informatiques ne profite pas à l'emploi de la région et reste très concentré dans les départements hébergeant de grandes métropoles comme en Île-de-France, dans le Rhône, en Haute-Garonne, etc. D'autre part, l'emploi dans les télécommunications baisse fortement. Dans la région, comme ailleurs en France, l'ouverture des marchés des télécommunications et l'implantation de concurrents ont développé l'offre permettant ainsi des gains de productivité.

### Des différences d'évolution suivant les spécificités structurelles départementales

Le dynamisme des services marchands hors intérim varie selon les départements. En Bourgogne-Franche-Comté, l'emploi des SMHI baisse de - 1,5 % en Haute-Saône alors qu'il augmente de + 13,1 % en Côte-d'Or. La structure de l'emploi dans les services joue un rôle important dans leur dynamisme. L'effet structurel est positif lorsque les secteurs en forte augmentation d'emploi, en particulier les

services principalement dédiés aux entreprises, sont surreprésentés et lorsque les secteurs dont les effectifs diminuent, comme les transports, sont moins présents. Dans la région, seul le Territoire de Belfort bénéficie d'un effet structurel légèrement positif. À l'inverse, la structure initiale de l'emploi est nettement défavorable en Haute-Saône et dans la Nièvre. Cet effet structurel n'explique cependant qu'une partie des évolutions territoriales. Pour compléter l'analyse, une modélisation suivant les caractéristiques socio-économiques des départements a été réalisée prenant en compte l'évolution démographique, le poids des grandes entreprises et l'évolution de l'emploi dans la construction (cf. encadré). En effet, l'activité dans la construction génère des emplois dans les services, comme le transport de matériel, les activités immobilières, les services d'architecture, d'inspection de bâtiments, etc.

### Côte-d'Or : une croissance de l'emploi dans les services plus importante qu'attendue

La Côte-d'Or est le seul département de la région où la croissance de l'emploi dans les services marchands hors intérim entre 2003 et 2015 est supérieure à la moyenne de Province (respectivement + 13,1 % et + 12,5 %). L'emploi progresse de manière régulière, à l'exception de l'année 2010 (figure 3). Au regard de ses caractéristiques socio-économiques plutôt défavorables (faible croissance démographique et baisse d'emploi dans la construction) (cf. encadré), l'emploi en Côte-d'Or augmente plus fortement qu'attendu. Ce dynamisme repose essentiellement sur la forte croissance des services principalement dédiés aux entreprises, qui contribuent pour plus de sept points à la croissance de l'emploi, grâce à l'essor important des activités de recherche et développement. Les activités culturelles, récréatives et sportives contribuent également de manière importante à la croissance de l'emploi dans les SMHI. Contrairement à la moyenne régionale, les

effectifs dans le transport et l'entreposage sont stables en Côte-d'Or.

### Haute-Saône, Yonne et Nièvre : baisse de l'emploi dans les services marchands hors intérim

En Haute-Saône, dans l'Yonne et dans la Nièvre, l'emploi dans les services marchands hors intérim recule entre 2003 et 2015 de respectivement - 1,5 %, - 1,4 % et - 0,5 % (figure 4). Pour ces départements, la répartition sectorielle de l'emploi dans les services joue défavorablement. L'emploi dans les services principalement dédiés aux entreprises pèse moins qu'en moyenne nationale. L'emploi dans ces services augmente fortement dans les trois départements, mais ne permet pas de compenser les baisses d'effectifs observées dans les autres secteurs, en particulier dans le transport. En Haute-Saône l'effet structurel est le plus défavorable à la croissance de l'emploi dans les SMHI. Dans l'Yonne, certaines caractéristiques socio-économiques freinent également le développement de l'emploi dans ce secteur. En effet, l'évolution de la population y est peu dynamique et le poids des grandes entreprises est modeste. Les baisses d'effectifs enregistrées dans la construction sont parmi les plus élevées de France de province et pénalisent l'évolution de l'emploi dans les SMHI. Dans la Nièvre, malgré des facteurs défavorables (baisse de la population, faible poids des grandes entreprises, et recul prononcé de la construction), la baisse de l'emploi dans les services marchands hors intérim reste modérée.

### Une croissance modérée dans les quatre autres départements

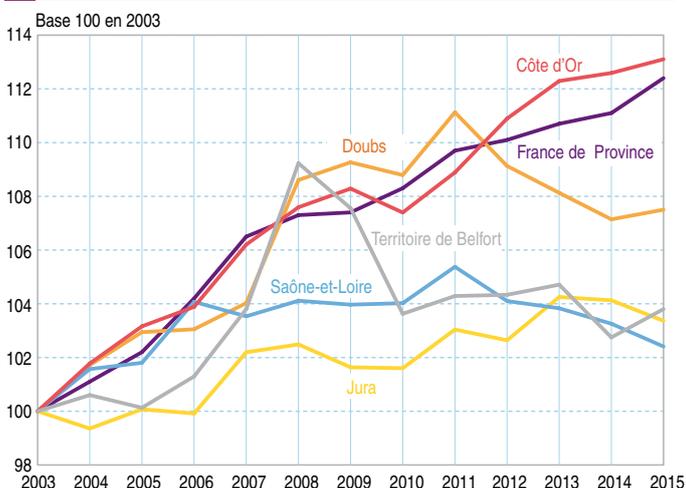
Dans le Doubs (+ 7,5 %), le Territoire de Belfort (+ 3,8 %), le Jura (+ 3,4 %) et la Saône-et-Loire (+ 2,4 %) l'emploi dans les services marchands hors intérim augmente modestement sur la période 2003-2015 (figure 3). Dans le Doubs et le Territoire de Belfort, la

croissance de l'emploi dans ce secteur est dynamique avant 2008. Dans le Territoire de Belfort l'emploi chute dès 2008 et seulement en 2011 dans le Doubs. Dans ces deux départements, les services principalement dédiés aux entreprises sont le principal moteur de la croissance. Les services principalement dédiés aux entreprises, où dominent les activités d'ingénierie et études techniques liées à la présence des entreprises dans les filières énergie et transports, sont caractéristiques du Territoire de Belfort. En 2015, ils représentent 47 % des emplois dans les services contre 32,2 % en France de province, ce qui classe le Territoire de Belfort au premier rang des départements français. En forte croissance entre 2003 et 2008, l'emploi dans les services principalement dédiés aux entreprises est en léger repli par la suite.

Dans le Jura, le faible développement des services marchands s'explique à la fois par le manque de dynamisme démographique, le poids peu élevé des grandes entreprises, les réductions d'effectifs dans la construction, et également par la structure sectorielle de l'emploi. Les services principalement dédiés aux entreprises contribuent seuls à la croissance de l'emploi. Ils progressent fortement mais pèsent peu dans l'emploi total, les effectifs diminuant dans les autres secteurs des services.

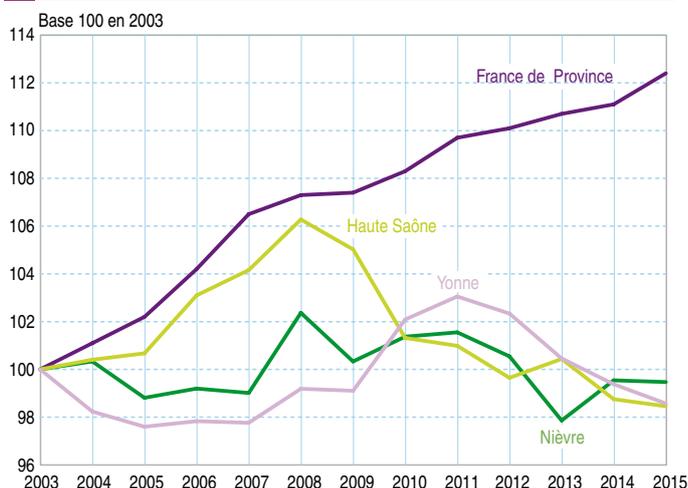
En Saône-et-Loire, les services principalement dédiés aux entreprises, traditionnellement bien implantés, se développent beaucoup moins fortement qu'en moyenne en France de province (+ 3,8 % contre + 23,1 %). C'est l'un des rares départements de la région où l'emploi augmente légèrement dans les transports et l'entreposage. Le développement important des transports routiers et des services auxiliaires des transports y compense les pertes d'emploi enregistrées dans les activités de courrier et le transport ferroviaire. ■

3 Évolution d'emploi dans les SMHI par département entre 2003 et 2015



Source : Insee, Estimations d'emploi localisées

4 Évolution d'emploi dans les SMHI par département entre 2003 et 2015



Source : Insee, Estimations d'emploi localisées

## Modéliser l'évolution de l'emploi départemental dans les services marchands hors intérim

La répartition sectorielle de l'emploi n'explique qu'une partie des évolutions départementales de l'emploi dans les services marchands hors intérim ( $\Delta$  SMHI).

Une autre approche permet d'analyser les écarts d'évolution de l'emploi dans les services. Elle consiste à observer le lien entre ces évolutions et certains facteurs économiques et démographiques propres à chaque département de France de province. Au total, trois facteurs ont été retenus : l'évolution démographique sur la période ( $\Delta$  P), le poids des grandes entreprises (1 000 salariés et plus) dans l'emploi local (GE), ainsi que l'évolution de l'emploi dans la construction ( $\Delta$  C). D'autres facteurs ont été testés et n'ont pas été concluants comme la dépendance des établissements à un siège à l'extérieur de la région, la spécificité des activités, la densité de population etc.

**Le modèle s'écrit de la manière suivante :**

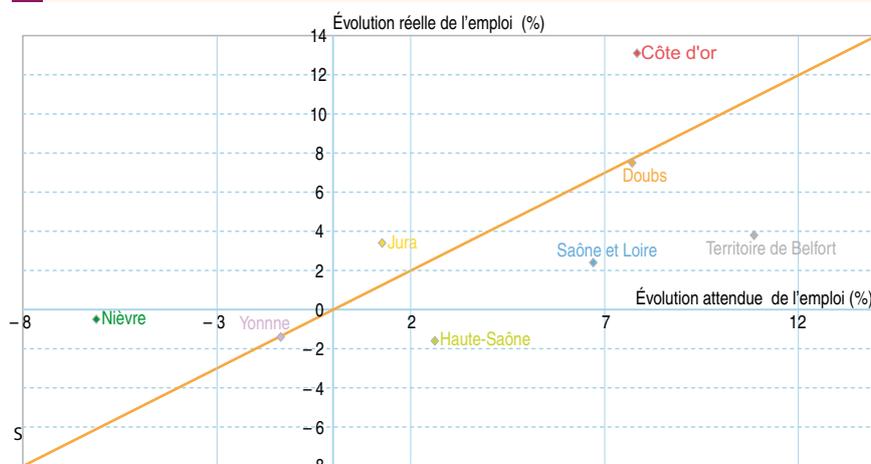
$$\Delta \text{ SMHI}_{2003-2015} = -1,93 + 0,51 \Delta P_{2003-2015} + 0,32 \text{ GE}_{2013} + 0,45 \Delta C_{2003-2015}$$

Pour les départements de Bourgogne-Franche-Comté, l'évolution mesurée de l'emploi dans les services marchands hors intérim dans le Doubs et l'Yonne correspondent à l'évolution prévue par le modèle. La faible croissance démographique, la forte dégradation de l'emploi dans la construction et le poids modeste des grandes entreprises expliquent le faible potentiel de croissance des services dans le Jura et l'Yonne. En revanche, le poids plus élevé des grandes entreprises et la démographie plus dynamique permettent une croissance plus élevée dans le Doubs.

Dans trois départements, l'évolution de l'emploi dans les SMHI est supérieure à la valeur prévue par le modèle. Malgré des caractéristiques économiques et démographiques parmi les plus défavorables de France, les pertes d'emploi dans les services sont limitées pour la Nièvre. En Côte-d'Or et dans une moindre mesure dans le Jura, l'emploi dans ce secteur croît davantage que prévu.

Pour la Haute-Saône, la Saône-et-Loire, et le Territoire de Belfort, les évolutions observées sont nettement inférieures aux valeurs prévues.

### 5 Résultats du modèle pour les départements de Bourgogne-Franche-Comté



Sources : Insee, Estel, Clap, Estimations de population

Note de lecture :

Les points sur la diagonale correspondent à des départements pour lesquels l'évolution observée de l'emploi (échelle des ordonnées) est égale à l'évolution attendue par le modèle (échelle des abscisses).

En dessous de la diagonale, l'évolution observée est inférieure à l'évolution attendue, et inversement pour les points au-dessus de la diagonale.

## S source

Le dispositif d'estimations d'emploi localisées (Estel) a pour objectif de produire par une synthèse de sources administratives des estimations localisées d'emploi - cohérentes entre les différents échelons géographiques (France entière, région, département et zone d'emploi) et les secteurs de la nomenclature d'activités. Les estimations trimestrielles d'emploi couvrent la période allant du quatrième trimestre 2001 au trimestre t (précédent le trimestre en cours) et le champ de l'emploi salarié des secteurs dits « principalement marchands non agricoles ». Les secteurs « AZ » (agriculture) et « OQ » (« Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ») au niveau A17 de la nomenclature d'activités française « NAF rév. 2 » sont donc exclus du champ. En outre, l'emploi associé aux « activités des ménages en tant qu'employeurs » (secteur « TZ » au niveau A38 de la NAF) n'est pas inclus dans les estimations localisées d'emploi.

Connaissance locale de l'appareil productif (Clap) est un système d'information alimenté par différentes sources (DADS, URSSAF,...) dont l'objectif est de fournir des statistiques localisées au lieu de travail jusqu'au niveau communal, sur l'emploi salarié et les rémunérations pour les différentes activités des secteurs marchand et non marchand.

### Insee Bourgogne-Franche-Comté

8 rue Louis Garnier  
CS 11997  
25020 BESANÇON CEDEX

#### Directeur de la publication :

Patrick Pétour

#### Rédactrice en chef :

Nellie Rodriguez

#### Mise en page :

Agence Elixir, Besançon

#### Crédits photos :

CRT, L. Cheviet

ISSN : En cours

Dépôt légal : Juin 2016

© Insee 2016

## Pour en savoir plus

• F. Rageau, Les évolutions récentes dans le transport et leurs conséquences sur la gestion de la main-d'œuvre par les entreprises de transport in « Les entreprises en France », *Insee Références*, Édition 2015

• T. Méot, « Les services marchands en 2014 - La croissance reste faible », *Insee Première* n° 1561, juillet 2015

